

## La tension monte au squat

Soumis par [neonyme](#) , Mercredi 18 Septembre 2002 - 00:30

[Fil de presse](#) / [Logement](#) / [Communautaire](#)

Après un long été chaud et relativement calme, les choses se précipitent maintenant sur les lieux de l'occupation de ce qu'on appelle maintenant le "squat" de l'Îlot Berthelot. Au jour même où se complète le quatrième mois d'occupation, les autorités de la Ville de Québec ont maintenant décidé que ça avait assez duré à leur goût, et qu'ils procédaient maintenant à la vente des terrains vacants situés en tête d'îlot à un promoteur qui souhaite y construire des unités en copropriété, et tout ceci sous le regard "bienveillant" de la Commission de la Capitale Nationale, qui peut maintenant voir s'approcher le jour où se concrétisera son rêve d'une prestigieuse avenue René Lévesque faire de l'ombre sur ces résistants quartiers populaires...



Alors aujourd'hui la Ville a donné son ordre d'éviction et apporte un peu de viande aux médias locaux qui s'ennuyaient après un été plutôt léthargique pour eux. Question de faire preuve de visibilité, quelques "soldats" sont allés au front pour tenir compagnie aux caméras mais aussi pour faire passer le message auprès des occupants que la Ville les a bel et bien à l'oeil malgré son attitude passive des derniers mois. Ainsi, un inspecteur des pompiers est revenu, pour la troisième fois depuis le début de l'occupation, mais cette fois-ci accompagné d'un inspecteur en bâtiments, question de faire le tour des lieux à la recherche de cette lacune-prétexte qui serait bien utile maintenant.

Comme à la visite précédente, le représentant des pompiers n'a rien eu à redire, l'endroit étant bien tenu par des gens responsables et conscients des précautions à prendre lors de l'occupation en résidence d'un édifice. Pour ce qui est de l'inspecteur en bâtiments, il semble qu'il aurait eu des remarques à faire concernant l'alimentation en eau et en électricité et l'état des murs, déclarant même l'édifice comme étant inhabitable! Pourtant des gens y ont vécu quatre mois sans problèmes, et le moins qu'on puisse dire, c'est que cet avis n'est pas partagé par les occupants. Mais ça a bien paru à la télévision, et il faut bien une raison pratique pour aider à leur éviction...

Les occupants sont actuellement en train de solliciter des appuis renouvelés. D'abord, une manifestation a été organisée vendredi dernier, à laquelle se sont joint une bonne centaine de personnes. Ce rassemblement a d'abord débuté devant le bâtiment occupé, pour ensuite faire une marche dans les rues du quartier, pour ensuite faire une pause devant l'édifice Hector-Fabre, qui abrite les bureaux de la Commission de la Capitale Nationale, et qui est situé par hasard devant les terrains vacants revendiqués par les occupants, de biais avec le squat. Ce fut alors l'occasion de quelques discours pour dénoncer le rôle que joue cet organisme dans le dossier. Fait cocasse à noter, ce fut aussi le moment où la petite foule joyeuse et calme fut encerclée par sept véhicules de police, ce qui en fait sourire plus d'un.

Les appuis affluent en masse, sous forme de communiqués et de visites de sympathisants. C'est un baume sur la motivation des occupants, qui ont eu à faire face aux critiques virulentes de la Fédération régionale des coopératives d'habitation de Québec (FRECHAQ), dont les propos ont été rapportés dans les journaux cette semaine. Le président de la FRECHAQ, Christian Simard, dénonce maintenant les squatteurs et les accuse d'empêcher la construction de logements coopératifs en refusant de stopper l'occupation. Même le président de la coopérative d'habitation qui voisine le bâtiment occupé, dont plusieurs des membres étaient pourtant des sympathisants dès le début de l'occupation, s'est joint à la FRECHAQ dans une campagne de salissage qui a mêlé au dossier les déboires d'un autre squat situé juste en face et dont les occupants se sont toujours dissociés.

En fait cette campagne semble être la réaction de la FRECHAQ aux dénonciations faite précédemment par les occupants, notamment lors d'une occupation du bureau de son président menées par les militants de l'occupation. Les occupants dénoncent le "mariage" entre la FRECHAQ et le Groupe Casot, ce dernier étant le promoteur immobilier qui souhaite construire les condos sur les terrains revendiqués. En effet, il s'agit d'une proposition conjointe entre les deux groupes qui est en train de régler le sort de l'îlot Berthelot. Évidemment, les condos ont la belle part du projet, avec facade prestigieuse sur le boulevard et unités luxueuses d'habitation. Mais ce projet ne répond pas aux besoins de la communauté, et de plus il vient détruire un des rares îlots de verdure qui restent au centre-ville, puisqu'un petit boisé sera sacrifié au profit d'un stationnement intérieur et d'une cour aménagée. Les unités en coop, en minorité dans le projet, seront construites dans le bas

du terrain en pente, carrément à l'ombre des condos.

Les occupants continuent donc de dénoncer le fait qu'un organisme voué à la promotion de l'habitation coopérative s'allie à un promoteurs de condos alors qu'on est en pleine crise du logement. Mais il faut rappeler que le dossier est mené au niveau de la ville par le conseiller Claude Larose, dont un certain organisateur politique est Christian Simard, le président de la FRECHAQ. Parfois le monde est bien petit.

Les journaux ont même mis le FRAPRU dans une situation inconfortable en faisant dire à son président qu'il remettait en question l'effet qu'ont les squatteurs sur la cause du logement social. Situation que le FRAPRU a rapidement corrigé en faisant parvenir une lettre d'appui sans équivoque aux occupants du 920 de la Chevrotière suite à l'émission de l'avis d'éviction.

Parmi les autres groupes qui ont ouvertement réitéré leur appui, soulignons:

- Comité Populaire Saint-Jean-Baptiste
  - Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudières-Appalaches (REPAQ-03)
  - Bureau D'Action et d'Information sur le Logement (BAIL)
  - Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIÉS)
  - Confédération des Associations d'Étudiants de l'univeristé Laval (CADEUL)
  - Association des Étudiants en Sciences Sociales (AESS)
- Association étudiante du CEGEP de Sainte-Foy
- Comité de Mobilisation du CEGEP F-X Garneau
  - Les AmiEs de la Terre
  - Coalition OQP-2001
  - Carrefour d'Animation Pastorale en Milieu Ouvrier (CAPMO)

et d'autres appuis sont attendus sous peu, suite à la médiatisation de l'avis d'éviction.

Maintenant, les occupants attendent la suite des choses. La prochaine étape logique sera la visite de policiers pour procéder à l'éviction. Entretemps, les occupants souhaitent obtenir le support du plus grand nombre de gens possibles et sensibiliser le public au problème du logement social en profitant de la lumière qui revient sur le dossier, malgré la couverture assez négative qu'en font les médias actuellement. Il faut d'ailleurs souligner la couverture très sélective faite par la télévision aujourd'hui au sujet des derniers développements, préférant se concentrer sur les rapports d'inspection et les opinions des gens opposés au squat mais ne relatant à peu près rien des conférences de presse et des entrevues données par les occupants.

Voici, pour terminer cet article, une copie du communiqué envoyé plus tôt aujourd'hui par les occupants.

*Québec, le 17 septembre 2002*

*Lettre aux groupes populaires et communautaires de Québec*

*Objet : Éviction éminente du 920, de la Chevrotière. Demande d'appui.*

*Nous occupons depuis maintenant 4 mois l'édifice du 920, de la Chevrotière afin de nous opposer tout projet qui ne soit pas du logement social soutenu par la communauté sur les têtes de l'Îlot Berthelot et ce dans le but de préserver la trame urbaine et sociale de notre quartier, le quartier Saint-Jean-Baptiste. À cette fin, non seulement nous demandons un moratoire sur la transformation de logements locatifs en condominiums mais nous nous opposons à la construction de condos de luxe sur les têtes de l'Îlot Berthelot, terrains adjacents au 920, de la Chevrotière, cela dans la perspective de contrer la gentrification déjà amorcée dans ce quartier.*

*Nous revendiquons :*

*... 8000 logements sociaux par année au Québec*

*... Que des coopératives d'habitation soutenues par la communautés soient construites*

*... Que le 920, de la Chevrotière soit cédé à la communauté par le biais du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste pour qu'il soit transformé en espace communautaire*

*... Le retrait volontaire du projet de condominiums de luxe du groupe Casot ou l'arrêt immédiat des procédures d'achat de la Ville de Québec*

*Devant l'urgence de la situation, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste et les occupantEs demande aux groupes populaires et communautaires de prendre position. L'éviction étant éminente, nous comptons plus que jamais sur votre appui.*

*Solidairement,*

*Les occupantEs du 920, de la Chevrotière*

*Contactez le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste: 522-0454 et [compop@qc.aira.com](mailto:compop@qc.aira.com)*

Auteur: neonyme